

Relance économique

Pas de fonds publics pour GNL/Gazoduq, demandent des groupes citoyens et environnementaux

Saguenay, Rouyn-Noranda, Québec et Montréal, le 19 mai 2020 - Des groupes citoyens et des organismes environnementaux demandent au gouvernement Legault qu'aucun fond public ne soit accordé à l'entreprise GNL Québec, ni à aucune de ses composantes, pour son projet d'exportation de gaz fossile.

Les organismes réagissent à la [demande](#) d'aide financière faite par Gazoduq au gouvernement du Québec pour construire le pipeline qui alimenterait l'usine de liquéfaction de GNL Québec. Les organisations sont particulièrement préoccupées par les [propos](#) du cabinet du ministre de l'Économie et de l'Innovation du Québec qui se dit « ouvert à participer au financement » du projet GNL Québec.

En point de presse le 30 avril dernier, le premier ministre François Legault a mentionné que les entreprises qui utilisent les paradis fiscaux ne devraient pas bénéficier d'aide financière gouvernementale. « De façon générale, moi, je pense que c'est très important, si on aide une entreprise, qu'elle paie ses impôts ici », a [affirmé](#) M. Legault. Or, une [étude](#) de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS) a démontré que la structure de financement de GNL Québec est composée d'investisseurs utilisant des paradis fiscaux comme le Delaware, Hong Kong et les îles Caïmans.

« L'impôt payé ici par GNL Québec sera minime. Nous voulons rappeler à François Legault que selon ses propres dires, son gouvernement ne doit pas aider cette entreprise. Avec la relance, il va falloir faire des choix. Veut-on financer le projet risqué d'investisseurs américains qui ne paieront pas d'impôt ici? » **se demande Alice-Anne Simard de Nature Québec.**

« Subventionner un projet aussi néfaste alors que de nombreuses personnes sont sans emploi actuellement serait irresponsable et insultant pour la population du Québec et les entreprises qui paient leurs impôts au Québec. Gardons notre argent pour des projets québécois, locaux et porteurs d'avenir ! », **avance Adrien Guibert-Barthez de la Coalition Fjord.**

« Les milliards des fonds publics pour la "relance" de l'Abitibi-Témiscamingue doivent servir à sa décontamination, en investissant dans l'agriculture et la restauration minière, en soutenant le tourisme ; pas à nous rajouter encore une autre industrie vivant aux crochets de l'État tout en

étant dangereuse pour la population, le territoire et le climat », martèle **François Gagné de la Coalition Anti-pipeline de Rouyn-Noranda**.

Le projet GNL Québec aggraverait la crise climatique avec des émissions estimées à au moins 46 MT de CO₂ par année lorsque les émissions liées à la production, au transport et à la combustion du gaz sont calculées (ensemble du cycle de vie), soit l'équivalent d'ajouter 10 millions de voitures sur les routes.

« Après avoir déclaré que nous sommes en « urgence climatique », le gouvernement Legault doit écouter la science du climat et ne pas suivre l'exemple du gouvernement albertain qui a subventionné le lobby des hydrocarbures à coups de milliards. Financer GNL irait à l'encontre des grands financiers qui sont de plus en plus nombreux à tourner le dos aux hydrocarbures et à demander que les plans de relance permettent de créer des emplois verts en luttant contre les changements climatiques », **affirme Patrick Bonin de Greenpeace**.

Rappelons qu'un des investisseurs majeurs du projet, Berkshire-Hathaway, s'est retiré plus tôt cette année, soulevant des craintes quant à son financement.

« Le projet de Gazoduq/GNL Québec serait-il viable sans le support des gouvernements? Si ce n'est pas le cas, pourquoi les contribuables devraient-ils tenir à bout de bras un projet qui va seulement accentuer la crise climatique? » **se questionne Caroline Brouillette d'Équiterre**.

« Le projet GNL Québec n'a pas sa place dans un plan de relance économique qui agit avec sagesse, bienveillance, et qui tire les leçons de la crise actuelle. La science nous dit qu'il faut s'éloigner du gaz comme du pétrole, sous peine de conséquences désastreuses. Nous n'avons pas besoin de ce projet. Que nos gouvernements agissent en mettant la science au coeur de leurs décisions », **déclare Dominic Champagne du Pacte pour la transition**.

« Le gaz fossile est devenu le principal contributeur à l'augmentation des GES dans le monde. Investir des fonds publics dans GNL Québec, c'est risquer l'argent des Québécois pour effacer leurs efforts de lutte aux changements climatiques », **ajoute Diego Creimer de la Fondation David Suzuki**.

« Alors que l'industrie touristique de la Côte-Nord s'organise pour survivre à la crise pandémique, nous voulons préserver le patrimoine naturel du fjord et du Saint-Laurent. C'est aberrant d'investir des fonds publics dans la compagnie américaine GNL Québec qui portera atteinte à nos paysages et à la lutte aux changements climatiques », **précise Lilas Lamontagne du Mouvement citoyen littoralement inacceptable**.

Les groupes citoyens et environnementaux qui demandent au gouvernement Legault qu'aucun fond public ne soit accordé à l'entreprise Gazoduq/GNL pour son projet d'exportation de gaz fossile sont:

- Coalition Fjord
- Gazoduq, Parlons-en!
- Coalition Anti-pipeline Rouyn-Noranda
- Action Boréale
- Nature Québec
- Greenpeace
- Équiterre
- Le Pacte pour la transition
- Fondation David Suzuki
- Eau Secours
- WWF
- SNAP Québec
- Mouvement citoyen littoralement inacceptable
-

-30-

Pour plus d'informations:

Gabriel Marquis
Responsable des communications, Nature Québec
581-307-8613
Gabriel.Marquis@naturequebec.org